



Etablissement
Public Territorial

Séance ordinaire du conseil territorial du 10 avril 2018

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DÉLIBÉRATION n°2018-04-10_949

Ivry-sur-Seine- PLU – Avis sur projet urbain
partenarial sur le site des anciennes
imprimeries du journal Le Monde

L'an deux mille dix-huit, le 10 avril à 19h10 les membres du Conseil de l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre se sont réunis en Mairie de Vitry-sur-Seine, en séance plénière ouverte par son président, Monsieur Leprêtre, sur convocation individuelle en date du 4 avril 2018.

Ville	Titre	NOM	Prénom	Présent	A donné pouvoir à
SAVIGNY-SUR-ORGE	Madame	ACHTERGAELE	Nadège	X	
VITRY-SUR-SEINE	Monsieur	AFFLATET	Alain	X	
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	Madame	ALEXANDRE	Stéphanie		
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	Madame	ALTMAN	Sylvie	X	
IVRY-SUR-SEINE	Madame	APPOLAIRE	Annie-Paule	X	
ORLY	Monsieur	ATLAN	Thierry		Christine JANODET
VALENTON	Madame	BAUD	Françoise	X	
VITRY-SUR-SEINE	Monsieur	BELL-LLOCH	Pierre		
LE KREMLIN-BICETRE	Madame	BENBELKACEM	Sarah	X	
SAVIGNY-SUR-ORGE	Monsieur	BENETEAU	Sébastien	X	
VIRY-CHATILLON	Monsieur	BERENGER	Jérôme	X	
ORLY	Madame	BESNIET	Nathalie		Cécile VEYRUNES LEGRAIN
THIAIS	Monsieur	BEUCHER	Daniel	X	
VITRY-SUR-SEINE	Monsieur	BOURJAC	Jean-Marc	X	
IVRY-SUR-SEINE	Monsieur	BOUYSSOU	Philippe	X	
LE KREMLIN-BICETRE	Madame	BOYAU	Lina	X	
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	Monsieur	BOYER	Alexandre	X	
ARCUEIL	Monsieur	BREUILLER	Daniel		Anne-Marie GILGER- TRIGON
VILLEJUIF	Madame	CASEL	Catherine	X	
RUNGIS	Monsieur	CHARRESON	Raymond	X	
FRESNES	Madame	CHAVANON	Marie		Richard DOMPS
VITRY-SUR-SEINE	Monsieur	CHICOT	Rémi	X	
IVRY-SUR-SEINE	Monsieur	CHIESA	Pierre	X	
GENTILLY	Monsieur	DAUDET	Patrick	X	
CHEVILLY-LARUE	Madame	DAUMIN	Stéphanie	X	
CACHAN	Madame	DE COMARMOND	Hélène	X	
L'HAY-LES-ROSES	Monsieur	DECROUY	Clément	X	
THIAIS	Monsieur	DELL'AGNOLA	Richard	X	
CHEVILLY-LARUE	Monsieur	DELUCHAT	André	X	
CHOISY LE ROI	Madame	DESPRES	Catherine	X	
CHOISY LE ROI	Monsieur	DIGUET	Patrice	X	
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	Madame	DINNER	Nathalie	X	
FRESNES	Monsieur	DOMPS	Richard	X	
ATHIS-MONS	Monsieur	DUMAINE	Julien	X	
CACHAN	Monsieur	FOULON	Jacques	X	
VILLENEUVE-LE-ROI	Monsieur	GAGNEPAIN	Pascal		Didier GONZALES
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	Monsieur	GAUDIN	Philippe	X	
SAVIGNY-SUR-ORGE	Madame	GERARD	Anne-Marie	X	

ARCUEIL	Madame	GILGER-TRIGON	Anne-Marie	X	
VILLEJUIF	Monsieur	GIRARD	Dominique	X	
VILLENEUVE-LE-ROI	Monsieur	GONZALES	Didier	X	
ABLON-SUR-SEINE	Monsieur	GRILLON	Eric	X	
VILLEJUIF	Madame	GRIVOT	Annie	X	
SAVIGNY-SUR-ORGE	Monsieur	GUETTO	Daniel	X	
CHOISY LE ROI	Monsieur	GUILLAUME	Didier	X	
VILLENEUVE-LE-ROI	Madame	HAMID	Sakina		Eric GRILLON
FRESNES	Monsieur	HELBLING	Denis		Isabelle RIFFAUD
L'HAY-LES-ROSES	Madame	HUBERT	Laure	X	
CHOISY LE ROI	Monsieur	ID ELOUALI	Ali		Evelyne LESENS
ORLY	Madame	JANODET	Christine	X	
L'HAY-LES-ROSES	Monsieur	JEANBRUN	Vincent	X	Clément DECROUY (1)
VITRY-SUR-SEINE	Monsieur	KENNEDY	Jean-Claude	X	Pierre BELL LLOCH (2)
PARAY-VIEILLE-POSTE	Madame	LALLIER	Nathalie	X	
LE KREMLIN-BICETRE	Monsieur	LAURENT	Jean-Luc	X	
VILLEJUIF	Monsieur	LE BOHELLEC	Franck	X	
CACHAN	Monsieur	LE BOUILLONNEC	Jean-Yves	X	
VITRY-SUR-SEINE	Madame	LEFEBVRE	Fabienne	X	
VITRY-SUR-SEINE	Monsieur	LEPRETRE	Michel	X	
IVRY-SUR-SEINE	Madame	LESENS	Evelyne	X	
VILLEJUIF	Monsieur	LIPIETZ	Alain	X	
VITRY-SUR-SEINE	Madame	LORAND	Isabelle	X	Fabienne LEFEBVRE (2)
IVRY-SUR-SEINE	Monsieur	MARCHAND	Romain	X	Sylvie MONTOIR (2)
THIAIS	Madame	MARCHEIX	Virginie	X	
SAVIGNY-SUR-ORGE	Monsieur	MEHLHORN	Eric	X	
VIRY-CHATILLON	Madame	MERRINA	Arielle	X	
VITRY-SUR-SEINE	Madame	MONTOIR	Sylvie	X	
FRESNES	Madame	MOREIRA DA SILVA	Laurinda		
LE KREMLIN-BICETRE	Monsieur	NICOLLE	Jean-Marc		
MORANGIS	Monsieur	NOURY	Pascal	X	
CHOISY LE ROI	Monsieur	PANETTA	Tonino	X	
VILLEJUIF	Monsieur	PERILLAT-BOTTONET	Franck	X	
VITRY-SUR-SEINE	Monsieur	PERREUX	Jacques	X	(4)
JUVISY-SUR-ORGE	Monsieur	PERRIMOND	Michel	X	Christine RODIER (3)
CACHAN	Madame	PESCHEUX	Edith	X	
ATHIS-MONS	Monsieur	PETETIN	Pascal	X	
IVRY-SUR-SEINE	Madame	PIERON	Marie		Franck PERILLAT
JUVISY-SUR-ORGE	Monsieur	REDA	Robin	X	
CHOISY LE ROI	Madame	RIFFAUD	Isabelle	X	
ATHIS-MONS	Madame	RODIER	Christine	X	
ATHIS-MONS	Monsieur	SAC	Patrice	X	
VIRY-CHATILLON	Monsieur	SAUERBACH	Laurent	X	
THIAIS	Monsieur	SEGURA	Pierre	X	
L'HAY-LES-ROSES	Madame	SOURD	Françoise		Laure HUBERT
IVRY-SUR-SEINE	Monsieur	TAGZOUT	Mourad		André DELUCHAT
VITRY-SUR-SEINE	Madame	TAILLEBOIS	Sarah		Jean-Marc BOURJAC
VITRY-SUR-SEINE	Monsieur	TMIMI	Hocine		
GENTILLY	Madame	TORDJMAN	Patricia		Patrick DAUDET
VITRY-SUR-SEINE	Madame	VEYRUNES-LEGRAIN	Cécile	X	
VILLEJUIF	Monsieur	VIDAL	Philippe	X	
VIRY-CHATILLON	Monsieur	VILAIN	Jean-Marie		Arielle MERINA
IVRY-SUR-SEINE	Madame	WOJCIECHOWSKI	Bozena		Philippe BOUYSSOU
VILLEJUIF	Monsieur	YEBOUET	Elie	X	

(1) Jusque délibération 938

(2) A partir de la délibération 940

(3) A partir de la délibération 946

(4) Absent à partir de la délibération 951

Nombre de Conseillers en exercice composant le Conseil du territoire				92
N° de délibérations	Présents	Absents	Pouvoirs	Votants
937 à 938 (1)	72	20	16	88
939	73	19	15	88
940 à 945 (2)	70	23	18	88
946 à 950 (3)	69	24	19	88
951 à 966 (4)	68	25	19	87

Exposé des motifs

Le secteur d'Ivry-Port poursuit sa mutation engagée avec les zones d'aménagement concerté (ZAC) Bords de Seine, Molière, Ivry-Port Nord et aujourd'hui avec la dynamique de la ZAC Ivry-Confluences, dont l'action foncière ne couvre pas tout le périmètre de l'opération. Il convient donc d'accompagner les secteurs hors ZAC appelés à évoluer de façon autonome pour ne pas construire un territoire à deux vitesses. De même, ces secteurs au développement propre doivent participer à l'effort général de régénération du quartier Ivry-Port. La mutation des imprimeries du "Monde", de l'usine des eaux ou d'autres grandes entreprises industrielles ne saurait méconnaître le contexte, la dynamique et les objectifs de l'opération Ivry-Confluences initiée par la Ville et portée financièrement par son aménageur.

Les besoins générés par une augmentation substantielle de la constructibilité peuvent aussi être couverts par la mise en place d'une participation aux équipements publics adaptée, qui prend la forme d'une convention de projet urbain partenarial (PUP) soumise à l'avis du Conseil territorial dans le cadre de sa compétence PLUi.

1. La mutation du site des anciennes imprimeries du « Monde » et les orientations de la Ville

L'un des objectifs principaux de l'opération Ivry-Confluences est de préserver l'activité productive en Ville. C'est la raison pour laquelle le périmètre de l'opération n'a pas intégré des poches actives accueillant un certain nombre d'entreprises. Ainsi, à côté des grandes plaques industrielles éteintes intégrées dans la ZAC (SNFA, Philips, Nathan, Total, BHV...) ont été détachés du périmètre des secteurs en activité, parmi lesquels le site des imprimeries du "Monde".

Les imprimeries du "Monde" occupaient une part importante de l'ancien site SKF. Symbole de la désindustrialisation du quartier quand le président du directoire a décidé de mettre fin à une spécificité du journal ; la concentration de l'impression papier en un seul site, pour des motifs d'équilibre économique. Ainsi, le 6 septembre 2015, le dernier exemplaire du "Monde" sortait de l'imprimerie d'Ivry. Le site est depuis fermé, les rotatives ont été démantelées, il est aujourd'hui vide et gardienné.

Au printemps 2015, le président du directoire du "Monde" rencontrait la Ville pour annoncer sa décision de fermeture et formulait une proposition de travailler à des hypothèses de transformation du site selon des critères à définir conjointement. La Ville exposait ainsi certaines conditions pour accompagner le projet :

- retrouver sur le site le même volume de surfaces d'activités ;
- permettre d'ouvrir à la mixité des fonctions à conditions de respecter les équilibres de l'habitat ;
- valoriser l'histoire et l'empreinte du site, que ce soient les imprimeries ou les activités qui l'ont précédé, au moyen d'une valorisation du patrimoine, d'un accès public au cœur de l'îlot et d'une intégration parmi les îlots développés autour.

Le premier cadrage transmis par la Ville est donc celui des grands équilibres programmatiques de la ZAC Ivry-Confluences.

Le groupement de promoteur Linkcity IDF/Poly-cités/Nexity Seeri a été retenu par le propriétaire du "Monde" pour travailler à un projet, accompagné de l'agence ANMA (Agence Nicolas Michelin), équipe de maîtrise d'œuvre chargée de projeter l'urbanisme et les orientations architecturales de l'îlot. Nicolas Michelin est aussi l'urbaniste du secteur 4 de la ZAC, ce qui permet d'assurer une cohérence d'ensemble dans les développements.

2. Un nouveau projet pour le site du « Monde »

Le terrain de 18 994 m² est actuellement occupé par 15 900 m² de bâtiments avec des façades en bardage métallique, encadrant en son cœur deux grandes halles industrielles.

Les premières orientations urbaines permettent :

- la mise en valeur des deux halles de l'imprimerie dont le squelette structurel est conservé pour accueillir des locaux d'activité et des espaces extérieurs ;
- l'ouverture d'une voie piétonne publique qui traverse l'îlot entre les deux halles des anciennes rotatives qui vient mailler le système de circulations douces de la ZAC, depuis le parc de la Confluence jusque vers le faisceau paysager sud et les bords de Seine ;
- une programmation mixte d'environ 45 000 m² où la part réservée à l'activité est au moins égale à celle existante sur l'ancien site du "Monde", soit 7 100 m² d'activité logistique, 5 000 m² de résidence hôtelière, 3 000 m² de commerces. Environ 370 logements familiaux (50 % accession / 40 % locatif social et 10 % en loyer locatif intermédiaire (LLI) et une résidence étudiants de 170 chambres viennent compléter la programmation.

3. L'encadrement juridique progressif du projet

Depuis le 2 mars 2015, sur sollicitation de la Ville motivée par l'arrêt de l'activité des imprimeries, le Préfet a pris un arrêté instaurant un périmètre d'études afin de pouvoir sursoir à statuer sur une éventuelle demande de permis de construire qui interviendrait avant la fin des études et accords en cours avec la Ville.

La taxe d'aménagement qui s'applique dans ce secteur est passée de 5 % à 20 % (taux maximum) dans le cadre d'une délibération du Conseil municipal du 17 novembre 2016.

Initialement situé en zone UA au plan local d'urbanisme, à vocation dominante d'activités économiques, le site a été intégré à la zone UIC par délibération du Conseil territorial du 27 juin 2017 afin de permettre une meilleure constructibilité et introduire de la mixité dans la programmation, les conditions minimales de participation aux équipements et de possibilité de sursoir à statuer ayant été sécurisées.

Le changement de destination de ces terrains, rendu possible par modification du plan local d'urbanisme, génère néanmoins de nouveaux besoins en équipements de superstructure que la ZAC Ivry-Confluences n'a pas intégrés. Quant à la taxe d'aménagement, même portée à 20 %, et en plus du financement de ses équipements propres que le promoteur prend en charge, elle ne couvre pas entièrement les besoins générés par l'opération. Les nouveaux logements nécessitent en effet une augmentation du nombre de classes dans le quartier, qui s'ajoutent à la fourchette basse de la programmation d'Ivry-Confluences sur laquelle est basé le programme des équipements publics et justifie une participation à l'équipement sportif inscrit au programme des équipements publics mais financé à 50 % par la Ville.

4. Le choix d'un Projet Urbain Partenarial

Créé par la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 et codifié aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du code de l'urbanisme, le Projet Urbain Partenarial (PUP) est une participation d'urbanisme destinée au financement des équipements publics et exigible à l'occasion de la délivrance d'une autorisation d'urbanisme. Sa spécificité est de prendre la forme d'une convention : le PUP est un mécanisme de contractualisation préalable du financement de la réalisation d'équipements publics rendus nécessaires par une opération de construction ou d'aménagement.

Le PUP constitue une alternative au régime "classique" de la fiscalité de l'urbanisme car il entraîne une exonération de taxe d'aménagement (pour une durée maximale de dix ans).

L'initiative de l'opération (aménagement ou construction) appartient toujours au constructeur ou à l'aménageur (SEM, SPL), public ou privé. Les collectivités locales peuvent être également à l'origine de cette convention.

Différentes parties doivent être présentes. Le Maire ou le président de l'EPCI compétent en matière de PLU est l'une des parties à la convention. Les finances des communes ou des EPCI se trouvant engagées par la réalisation d'équipements publics, la signature de chaque convention nécessite une délégation de l'assemblée délibérante au Maire et au président de l'EPCI. Dans le cadre des Opérations d'Intérêt National (OIN), le Préfet de département ou de région selon l'OIN concernée s'inscrit dans les partenaires de la convention. Enfin il doit y avoir un ou des contributeurs (propriétaires, aménageurs et/ou constructeurs).

Dans le cadre de ce PUP, la Ville a défini les équipements devant accompagner la réalisation du projet élaboré par les sociétés LINKCITY IDF/POLY-CITES/NEXITY SEERI et permettant d'insérer ce dernier dans le tissu urbain environnant.

La participation PUP nécessite un lien direct entre la réalisation de ces équipements et l'opération d'aménagement ou de construction envisagée. Son montant est proportionné à l'usage qui en sera retiré par les usagers et futurs habitants.

La convention contient des mentions obligatoires :

- la liste des équipements à financer ;
- le montant de la participation à la charge du constructeur ou aménageur ;
- le périmètre de la convention ;
- les modalités de paiement ;
- la durée d'exonération de la taxe d'aménagement.

5. Les équipements publics à financer et le mode de calcul

Il est proposé par la commune d'Ivry-sur-Seine d'établir une convention de projet urbain partenarial permettant le financement des équipements de superstructure suivants :

- **équipement scolaire.** L'opération immobilière globale envisagée totalise environ 370 logements familiaux. En prenant en compte un ratio de 0,4 enfants par ménage en âge d'être scolarisé en primaire, le nombre d'enfants à scolariser en maternelle et élémentaire dans ce secteur augmentera de 148 enfants environ. Ainsi, sur la base de 28 enfants par classe, le projet nécessite la réalisation de 5,3 classes supplémentaires, arrondi à 5 classes. Le coût de réalisation des 5 salles de classe supplémentaires créées dans le secteur de la carte scolaire couvrant le périmètre de l'opération immobilière globale est évalué à 4 452 000 € correspondant à un montant de 890 400 € par classe. Ce montant sera pris en charge par l'opération immobilière globale à hauteur de 100 %.
- **équipement sportif.** Un nouvel équipement sportif est programmé dans le quartier, afin de répondre aux besoins de l'ensemble des nouveaux habitants. Le programme de la ZAC Ivry-Confluences estime le montant de l'équipement sportif à 8 100 000 € mais n'est financé qu'à 50 % par la ZAC. Dans la mesure où il est prévu dans le cadre de la ZAC la réalisation de 5 600 logements, pour une prise en charge de l'équipement sportif à hauteur de 50 %, il est convenu que les 367 logements réalisés dans le cadre du programme de construction représentent alors 3,3 % du coût de l'équipement sportif, soit une participation à hauteur de 267 300 € à la charge du Constructeur.

Au regard des principes ci avant exposés, le coût total des équipements publics (5 classes + participation équipement sportif) mis à la charge du constructeur est évalué à 4 719 300 €, somme forfaitaire et non révisable.

La convention de PUP exonérant le pétitionnaire de la taxe d'aménagement est une pièce obligatoire à joindre à la demande de permis de construire.

Il est proposé au Conseil territorial Grand-Orly Seine Bièvre de :

- donner un avis favorable dans le cadre de sa compétence PLUi au projet urbain partenarial présenté par la commune d'Ivry-sur-Seine sur le site des anciennes imprimeries "Le Monde", au projet de convention ci-après annexé et au périmètre d'exonération de la part communale de la taxe d'aménagement proposé ;
- autoriser le Président de l'Etablissement public territorial à être partenaire de la convention dans le cadre de la compétence PLUi et de signer à ce titre la convention qui sera approuvée par arrêté préfectoral en même temps que le périmètre d'exonération de la part communale de la taxe d'aménagement ;
- préciser que la Commune d'Ivry-sur-Seine sera maître d'ouvrage des équipements publics financés par le projet urbain partenarial, sous sa seule garantie et dans les délais définis par ladite convention, et à ce titre seule responsable en cas d'action en répétition ;
- préciser que les participations prévues au projet de convention seront versées directement par le Constructeur à la Commune d'Ivry-sur-Seine et autoriser de ce fait une modification du projet de convention en ce sens ;
- demander dans le cadre de la compétence PLUi au Préfet du Val-de-Marne de prendre un arrêté approuvant le projet urbain partenarial, approuvant la convention en découlant et le périmètre d'exonération de la part communale de la taxe d'aménagement.

DELIBERATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-9 et L5211-10 et L5219-2 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 134-2, L. 134-9, R.102-3-10°, L. 332-11-3 à L. 332-11-4, et R. 332-25-1 à R. 332-25-3 ;

Vu le décret n°2015-1665 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre dont le siège est à Vitry-sur-Seine ;

Vu l'avis de la commission permanente ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune d'Ivry-sur-Seine :

- approuvé par délibération du Conseil municipal d'Ivry-sur-Seine en date du 19 décembre 2013 ;
- mis à jour par arrêtés municipaux en date des 21 mars 2014 et 8 avril 2015 et par arrêtés territoriaux en date des 17 mai 2016, 20 juin 2016, 13 septembre 2016 et 1^{er} juin 2017 ;
- modifié par délibération du Conseil municipal d'Ivry-sur-Seine en date du 9 avril 2015 et par délibérations du Conseil territorial Grand-Orly Seine Bièvre en date des 12 avril 2016, 27 juin 2017 et 19 décembre 2017 ;
- mis en compatibilité par arrêté interpréfectoral n°2015/242 du 2 février 2015 déclarant d'utilité publique la réalisation de la ligne de tramway T9 entre Paris (Porte de Choisy) et la commune d'Orly (place de Fer à Cheval) et mettant en comptabilité les documents d'urbanisme des communes d'Ivry-sur-Seine, Vitry-sur-Seine, Thiais, Choisy-le-Roi et Orly ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mars 2015 instituant un périmètre d'étude sur la commune d'Ivry-sur-Seine ;

Vu la délibération du Conseil municipal d'Ivry-sur-Seine en date du 17 novembre 2016 portant majoration du taux communal de la taxe d'aménagement ;

Vu la délibération du Conseil municipal d'Ivry-sur-Seine en date du 21 décembre 2017 portant approbation du projet urbain partenarial sur les anciennes imprimeries du journal "*Le Monde*" ;

Vu le projet de convention de projet urbain partenarial sur le site des anciennes imprimeries du journal "*Le Monde*", tel qu'il est joint à la présente délibération ;

Considérant le projet de construction présenté par les promoteurs Linkcity IDF/Poly-cités/Nexity Seeri portant sur la réalisation d'un programme immobilier mixte d'environ 45 000 m² sur le site des anciennes imprimeries du journal "*Le Monde*", tel que décrit dans le projet de convention susvisé ;

Considérant les besoins en équipements publics générés par l'opération tel que défini dans le projet de convention susvisé ;

Considérant qu'en application de l'article L.332-11-3 du code de l'urbanisme, dans les zones urbaines délimitées par les plans locaux d'urbanisme, lorsqu'une opération de construction nécessite la réalisation d'équipements autres que les équipements propres, les constructeurs peuvent conclure avec la commune ou l'établissement public compétent en matière de plan local d'urbanisme ou le représentant de l'Etat, dans le cadre des opérations d'intérêt national mentionnées à l'article L. 132-1, une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements ;

Considérant que le périmètre est délimité par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public ou, dans le cadre des opérations d'intérêt national, par arrêté préfectoral, pour une durée maximale de quinze ans ;

Considérant que cette convention ne peut mettre à la charge des propriétaires fonciers, des aménageurs ou des constructeurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci ;

Considérant que la convention fixe les délais de paiement de la participation ;

Considérant qu'en application de l'article L. 332-11-4 du code de l'urbanisme, dans les communes où la taxe d'aménagement a été instituée, les constructions édifiées dans le périmètre délimité par la convention de projet urbain partenarial sont exclues du champ d'application de cette taxe pendant un délai fixé par la convention ;

Considérant le projet de convention de projet urbain partenarial et son périmètre entre la collectivité et le groupement de promoteurs Linkcity IDF/Polycités/ Nexity Seer ;

Considérant les mesures de signature et de publicité prévues aux articles R. 332-25-1 à R. 332-25-3 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Maire d'Ivry-sur-Seine ;

Entendu le rapport et sur proposition de Monsieur Le Président;

Le Conseil territorial délibère et, à l'unanimité,

1. Donne un avis favorable dans le cadre de sa compétence PLUi au projet urbain partenarial présenté par la commune d'Ivry-sur-Seine sur le site des anciennes imprimeries "Le Monde", au projet de convention ci-après annexé et au périmètre d'exonération de la part communale de la taxe d'aménagement proposé.
2. Autorise le Président de l'Etablissement public territorial à être partenaire de la convention dans le cadre de la compétence PLUI et de signer à ce titre la convention qui sera approuvée par arrêté préfectoral en même temps que le périmètre d'exonération de la part communale de la taxe d'aménagement.
3. Précise que la Commune d'Ivry-sur-Seine sera maître d'ouvrage des équipements publics financés par le projet urbain partenarial, sous sa seule garantie et dans les délais définis par ladite convention, et à ce titre seule responsable en cas d'action en répétition.
4. Précise que les participations prévues au projet de convention seront versées directement par le Constructeur à la Commune d'Ivry-sur-Seine et autoriser de ce fait une modification du projet de convention en ce sens.
5. Demande dans le cadre de la compétence PLUi au Préfet du Val-de-Marne de prendre un arrêté approuvant le projet urbain partenarial, approuvant la convention en découlant et le périmètre d'exonération de la part communale de la taxe d'aménagement.
6. Précise les mesures de publicité de la présente délibération :
 - publication au recueil des actes administratifs de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre ;
 - affichage au siège de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre et en mairie d'Ivry-sur-Seine pour une durée d'un mois ;
 - mise à disposition du public au siège de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre et en mairie d'Ivry-sur-Seine.
7. Précise qu'ampliation de la présente délibération sera faite à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne et à l'Unité départementale du Val-de-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement.
8. Rappelle que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle – 77008 Melun cedex, dans un délai de deux mois (à compter de la séance du Conseil municipal pour les membres du conseil, et à compter de la publication ou affichage ou notification de la délibération pour un tiers).
9. Charge le Président ou toute personne habilitée par lui, d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

Vote : Pour 85 – Abstentions 3



A Choisy-le-Roi, le 16 avril 2018

Le Président

Michel LEPRETRE

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.

